



Distribution: générale

Date: 3 novembre 2017

Original: anglais

Point 7 de l'ordre du jour

WFP/EB.2/2017/7-A/7

Questions opérationnelles

Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Plan stratégique de pays — Ouganda (2018–2022)

Durée	1 ^{er} janvier 2018–31 décembre 2022
Coût total pour le PAM	1 236 043 556 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes*	2A

* <https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>

Résumé

Le présent plan stratégique de pays encadre l'action que mènera le PAM en Ouganda entre 2018 et 2022 à l'appui des efforts déployés par le Gouvernement pour réaliser les objectifs de développement durable 2 et 7.

Le PAM maintiendra une capacité d'intervention d'urgence et aidera le Gouvernement à accueillir les réfugiés, dont le nombre ne cesse de croître, à s'attaquer aux causes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition et à améliorer le système de protection sociale. Pour ce faire, l'accent sera mis sur les effets directs stratégiques suivants:

- Effet direct stratégique 1: les réfugiés et les autres personnes touchées par une crise ont accès à une alimentation suffisante et nutritive en période de crise;
- Effet direct stratégique 2: les populations en situation d'insécurité alimentaire vivant dans des zones frappées par des chocs climatiques ont accès tout au long de l'année à une alimentation suffisante et nutritive;
- Effet direct stratégique 3: d'ici à 2030, les taux de malnutrition aiguë et de retard de croissance chez les enfants âgés de 6 à 59 mois vivant dans des zones touchées par l'insécurité alimentaire sont conformes aux cibles nationales;
- Effet direct stratégique 4: d'ici à 2030, les petits exploitants, en particulier les femmes, vivant dans les zones ciblées disposent de moyens d'existence renforcés et résilients;

Coordonnateurs responsables:

Mme V. Guarnieri
Directrice régionale
Afrique de l'Est et Afrique centrale
Courriel: valerie.guarnieri@wfp.org

M. E. Daloum
Directeur de pays
Courriel: elkhidir.daloum@wfp.org

- Effet direct stratégique 5: d'ici à 2030, les institutions ont des capacités accrues pour coordonner et gérer les programmes axés sur la sécurité alimentaire et la nutrition et pour faire face aux chocs; et
- Effet direct stratégique 6: la communauté en Ouganda et dans les pays voisins a accès à des services liés à la chaîne d'approvisionnement d'un bon rapport coût-efficacité.

L'autosuffisance des réfugiés sera renforcée grâce à l'assistance alimentaire et à la mise en place de possibilités de subsistance, conformément au Cadre d'action global pour les réfugiés et au Cadre d'autonomisation des réfugiés et des communautés hôtes, ainsi qu'au programme de transformation des zones d'installation mené par le Gouvernement, qui prévoit une répartition à raison de 70 pour cent et de 30 pour cent entre les réfugiés et les communautés hôtes, l'objectif étant d'élaborer des programmes d'appui aux moyens d'existence qui bénéficient aux deux; de favoriser la cohésion sociale dans les zones accueillant des réfugiés; et de promouvoir le développement.

Le PAM accordera une place particulière à la nutrition dans ses activités en vue de réduire le retard de croissance grâce à des interventions visant à remédier à la malnutrition chronique, et tirera parti de ses atouts en matière d'analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité et de gestion de la chaîne d'approvisionnement, ainsi que de son approche institutionnelle dynamique de l'assistance pour appuyer les politiques et les activités du Gouvernement. Le PAM s'attaquera aux nouveaux problèmes liés à la faim à mesure qu'ils pourraient apparaître, par exemple dans les contextes urbains.

L'assistance du PAM consistera notamment à mettre directement en œuvre certaines activités dans le cadre de la conception et la programmation conjointes, de la collecte de données factuelles, du partage de connaissances, du renforcement des capacités nationales, des partenariats et de la coopération Sud-Sud. L'analyse des questions liées à la problématique hommes-femmes et à la protection éclairera la mise en œuvre des activités, l'accent étant mis sur la concertation avec les communautés et les bénéficiaires.

Le présent plan stratégique de pays est conforme à la vision du Gouvernement ougandais à l'horizon 2040 et au deuxième Plan national de développement du pays. Il contribue à la réalisation des objectifs de l'examen stratégique Faim zéro de l'Ouganda et il concorde avec le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement; il contribue en outre aux résultats stratégiques 1, 2, 3, 5 et 8 du PAM.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour l'Ouganda (2018-2022) (WFP/EB.2/2017/7-A/7), pour un coût total pour le PAM de 1 236 043 556 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. L'Ouganda est un pays enclavé à faible revenu, qui est classé 163^{ème} sur 188 pays selon l'indice de développement humain de 2015, 87^{ème} sur 118 pays selon l'indice de la faim dans le monde de 2016, et 121^{ème} sur 159 pays selon l'indice d'inégalité de genre de 2015. Après 20 années de conflit armé dans le nord, la paix et la stabilité ont été largement rétablies en 2006. La population, qui croît rapidement, compte selon les estimations 39 millions d'habitants¹ et atteindra 100 millions d'ici à 2050; 70 pour cent des Ougandais ont moins de 24 ans². Les conflits qui sévissent au Burundi, en République démocratique du Congo et au Soudan du Sud font obstacle aux priorités de développement. En 2017, l'Ouganda était le troisième plus grand pays d'accueil de réfugiés, 1 million d'entre eux, pour la plupart des femmes et des enfants, vivant dans des zones d'installation³. Les zones urbaines abritent désormais 20 pour cent de la population⁴, chiffre qui devrait atteindre 30 pour cent d'ici à 2035⁵.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

2. Si l'Ouganda a atteint l'objectif du Millénaire pour le développement 1 et considérablement réduit la faim, la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition était cependant jugée "grave" selon l'indice de la faim dans le monde de 2016. Les obstacles à la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) 2 sont notamment ceux exposés ci-après.
3. *Accès à la nourriture.* La pauvreté limite l'accès des ménages à une alimentation nutritive et suffisante, en particulier dans les régions du Nord et de l'Est, et les zones urbaines suscitent des préoccupations⁶. Le taux de pauvreté est passé de 31 pour cent en 2005/06 à 19,7 pour cent en 2012/13, mais en raison de la forte croissance démographique, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté ne diminue pas. De nombreuses personnes entrent et sortent de la pauvreté chaque année⁷: 50,2 pour cent vivent dans des ménages dirigés par une femme, et 40,7 pour cent dans des ménages dirigés par un homme. Les femmes et les enfants réfugiés se heurtent à des difficultés particulières pour accéder à la nourriture⁸.
4. *Fin de la malnutrition.* Le retard de croissance, l'insuffisance pondérale et l'émaciation ont reculé ces cinq dernières années, mais les taux de dénutrition demeurent élevés. Le taux de retard de croissance est de 27 pour cent au niveau national, mais il atteint 33 pour cent dans l'État du Nil occidental, 35 pour cent dans le Karamoja et 41 pour cent dans le Tororo. Le retard de croissance touchait 1,8 million d'enfants de moins de 5 ans en 2015/16⁹. Le taux d'émaciation est de 4 pour cent au niveau national, mais dans le Karamoja il atteint 10 pour cent, dépassant même dans certains endroits pendant les périodes de soudure le seuil d'urgence fixé à 15 pour cent. Le taux d'anémie est de 53 pour cent au niveau national et de 68 pour cent dans le Karamoja¹⁰. La situation nutritionnelle dans les zones d'installation de réfugiés est variable: les taux de retard de croissance oscillent entre 7 et 40 pour cent, ceux d'émaciation entre 2 et 14 pour cent, et ceux

¹ Voir: <http://data.worldbank.org/country/uganda>

² Voir: <http://worldpopulationreview.com/countries/uganda-population/>

³ Voir: <http://reporting.unhcr.org/sites/default/files/UNHCR%20South%20Sudan%20Revised%20Supplementary%20Appeal%20Jan-Dec%202017%20-%20May%202017.pdf>

⁴ Autorité nationale de la planification. 2017. *Towards Zero Hunger: A Strategic Review of Sustainable Development Goal 2 in Uganda*. Kampala.

⁵ Gouvernement ougandais. 2013. *National Urban Policy*.

⁶ En moyenne, quatre Ougandais sur dix ne bénéficient pas de l'apport alimentaire quotidien requis. Autorité nationale de la planification. 2017. *Towards Zero Hunger: A Strategic Review of Sustainable Development Goal 2 in Uganda*

⁷ Gouvernement ougandais. 2016. *Third Northern Uganda Social Action Fund*.

⁸ Autorité nationale de la planification 2017.

⁹ Voir: <http://ghi.ifpri.org/countries/UGA/>

¹⁰ Bureau national des statistiques. 2016. *Demographic and Health Survey*.

d'anémie entre 26 et 72 pour cent¹¹. Une mauvaise alimentation, le manque de services d'assainissement et d'hygiène compromettent la santé, en particulier chez les réfugiés, avec des disparités entre les femmes, les hommes, les filles et les garçons.

5. *Productivité et revenus des petits exploitants.* L'agriculture contribue au produit intérieur brut à hauteur de 25 pour cent et emploie 77 pour cent de la population adulte. La productivité des petits exploitants est faible en raison de l'accès limité aux services agricoles et au crédit et de la dépendance à l'égard de méthodes de production traditionnelles. La superficie des terres cultivées par les gros exploitants a augmenté depuis les années 1960, ce qui n'est pas le cas pour les petits exploitants. Les femmes constituent 82 pour cent de la main-d'œuvre agricole et produisent 80 pour cent des denrées alimentaires, mais en général elles ne participent pas aux décisions économiques¹². Une importante proportion des femmes ont une charge de travail impossible à gérer, ce qui peut compromettre les soins et le bien-être des enfants et des autres membres de la famille¹³. Les investissements consacrés à la terre sont limités: les titres de propriété foncière représentent 20 pour cent des terres cultivées au niveau national, avec une importante disparité entre les hommes et les femmes¹⁴.
6. Le Gouvernement fournit des terres de manière équitable aux réfugiés des deux sexes, qui étaient pour la plupart auparavant des petits exploitants; les réfugiés ont le droit de se déplacer et de travailler. Le grand nombre de réfugiés du Soudan du Sud arrivés en 2016 et 2017 pèse sur ce modèle, et les parcelles plus petites attribuées dans des zones moins productives réduisent l'aptitude qu'ont les réfugiés à produire leur propre nourriture.
7. *Systèmes alimentaires durables.* L'Ouganda est le grenier à blé de l'Afrique de l'Est et un gros exportateur de céréales, mais certaines régions pâtissent de pénuries alimentaires et de fluctuations saisonnières des prix qui touchent le plus fortement les ménages pauvres. Il est rare que les terres soient gérées de manière durable, en particulier par les agricultrices, ce qui limite les rendements agricoles¹⁵. Les petits exploitants perdent jusqu'à 30 pour cent de leur production après la récolte en raison des ravageurs, de l'humidité et de la moisissure. Il n'existe pas de réserve stratégique de céréales, et la plupart des exploitants vendent leur production individuellement au moment de la récolte, lorsque les prix sont au plus bas; 80 pour cent des denrées sont vendues sur des marchés non structurés où les normes de sécurité sanitaire des aliments sont difficiles à faire appliquer.

Environnement macroéconomique

8. La croissance économique a ralenti, passant à 4,5 pour cent au cours des cinq années qui ont précédé les élections de 2016, suite à des conditions météorologiques défavorables, aux conflits dans les pays voisins et aux difficultés associées au crédit, avec des répercussions différentes sur la vie des femmes, des hommes, des filles et des garçons. La croissance devrait s'accélérer avec la mise en œuvre de vastes projets d'infrastructure dans le secteur public¹⁶.

Principaux liens intersectoriels

9. Le nombre des inscriptions scolaires est passé de 2,5 millions en 1997 à 8,7 millions en 2014, en partie du fait de l'instauration de la gratuité de l'enseignement primaire. Les taux nets de scolarisation sont de 95,9 pour cent pour les garçons et de 92,7 pour cent pour les filles. Les programmes de perfectionnement professionnel et les réformes de l'éducation ont permis

¹¹Cabinet du Premier Ministre/Fonds des Nations Unies pour l'enfance/PAM/HCR. 2016. *Food Security and Nutrition Assessment*.

¹²Autorité nationale de la planification 2017.

¹³Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). 2012. *The Women's Empowerment in Agriculture Index*. Document de travail no. 01230.

¹⁴Autorité nationale de la planification 2017.

¹⁵*Ibid.*

¹⁶Voir: <http://www.worldbank.org/en/country/uganda/overview>.

d'accroître le nombre d'enseignants qualifiés et d'améliorer l'environnement d'apprentissage, mais ce n'est pas suffisant.

10. La mortalité des enfants de moins de 5 ans est passée de 116 décès pour 1 000 naissances vivantes en 2012 à 64 décès pour 1 000 naissances vivantes en 2016, mais le taux est encore le double de celui fixé au titre de l'ODD¹⁷. La mortalité maternelle a été en moyenne de 368 décès pour 100 000 naissances vivantes entre 2009 et 2016, soit cinq fois la cible au titre de l'ODD¹⁸. En 2016, 55 pour cent des enfants âgés de 12 à 23 mois ont reçu tous les vaccins de base¹⁹. Le taux de paludisme chez les enfants de moins de 5 ans était de 30 pour cent en 2016, et encore plus élevé chez ceux qui vivaient dans la pauvreté²⁰. En ce qui concerne les filles, 46 pour cent se marient et 39 pour cent accouchent avant l'âge de 18 ans²¹. La prévalence du VIH à l'échelle nationale est de 7,3 pour cent, soit le dixième taux le plus élevé au monde.

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

11. L'examen stratégique Faim zéro en Ouganda a dégagé les priorités suivantes^{22, 23}:
- i) Alimentation insuffisante. Les Ougandais consomment 400 kilocalories de moins que ce dont ils ont besoin chaque jour. Les ménages ont accès à des aliments plus diversifiés qu'auparavant, mais en 2015/16 les scores de diversité alimentaire dans les zones rurales et urbaines étaient inférieurs à la moyenne recommandée²⁴.
 - ii) Changement climatique. La résilience aux chocs et à la variabilité du climat est faible, et les capacités devant permettre de faire face à des pénuries alimentaires ne sont ni systématiques ni durables. Le Gouvernement ne constitue pas de réserves alimentaires pour les situations d'urgence.
 - iii) Faim à l'école. Un écolier sur trois ne se nourrit pas pendant la journée scolaire, et il n'existe pas de stratégie nationale pour remédier à ce problème.
 - iv) Malnutrition chez l'enfant. Les taux de malnutrition sont élevés, et varient selon les régions, et les financements publics ne suffisent pas pour régler ce problème; les interventions en cours sont de faible envergure, manquent de coordination et ne sont pas durables.
 - v) Croissance démographique, propriété privée et urbanisation. La population est jeune et croît à un rythme de 3 pour cent par an, un taux supérieur à celui de la croissance agricole, qui est de 2 pour cent depuis une décennie²⁵. Peu nombreux sont ceux qui possèdent la terre qu'ils cultivent, et l'urbanisation rapide fait que de plus en plus de personnes vivent dans des zones d'installation non structurées – où les services sociaux sont limités et les conditions d'assainissement mauvaises – et sont vulnérables aux chocs touchant les revenus et les prix des denrées alimentaires.
 - vi) Inégalité. Il existe d'importantes différences au niveau de la sécurité alimentaire et nutritionnelle selon que sont concernés les femmes, les hommes, les garçons et les filles, les jeunes ou les personnes âgées, et d'une région à l'autre. L'absence de données ventilées rend difficile la détermination des causes profondes et la conception d'interventions adaptées.
 - vii) Mise en œuvre des politiques. Les incohérences dans la mise en œuvre des politiques et des systèmes et l'absence de programmation coordonnée sont aggravées par l'insuffisance des

¹⁷ Bureau national des statistiques. 2016. *Uganda Demographic and Health Survey*. La cible de l'ODD est de 25 décès pour 1 000 naissances vivantes.

¹⁸ *Ibid.* La cible de l'ODD est de 70 décès pour 100 000 naissances vivantes.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ *Ibid.*

²¹ Gouvernement ougandais. *The National Strategy to End Child Marriage and Teenage Pregnancy 2014/2015 – 2019/2020*.

²² Autorité nationale de la planification 2017.

²³ L'examen stratégique ne présente pas de données ventilées selon le sexe ou l'âge.

²⁴ Aucune donnée ventilée relative aux scores de diversité alimentaire des femmes et des enfants n'a été collectée pendant la réalisation de l'examen Faim zéro.

²⁵ Autorité nationale de la planification 2017.

capacités, notamment au niveau infranational. Les politiques et les systèmes en vigueur ne définissent pas les rôles du secteur privé et des organisations de la société civile.

- viii) Mesure des progrès accomplis sur la voie de l'élimination de la faim. Les enquêtes nationales ne collectent pas toutes les informations nécessaires pour assurer le suivi des cibles de l'ODD 2, en particulier les cibles 4 et 5.

1.4 Priorités du pays

Priorités du Gouvernement

12. La Vision à l'horizon 2040, qui est conforme à l'Agenda 2063 de l'Union africaine, fixe comme objectif l'accession au statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure d'ici à 2032 et à celui de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure dans 20 ans. Le deuxième Plan national de développement (2015/16–2019/20) vise à parvenir à une économie concurrentielle, à l'égalité des sexes, à un taux d'emploi élevé et à une croissance inclusive²⁶. Les secteurs d'investissement prioritaires sont notamment l'agriculture, le tourisme, les minerais, l'infrastructure et la mise en valeur du capital humain, les résultats devant être équitablement répartis en ce qui concerne les tranches d'âge, le sexe et le lieu. Le deuxième Plan national de développement comprend un programme de transformation des zones d'installation pour les régions accueillant des réfugiés, au titre duquel les réfugiés sont pris en compte lors de la planification du développement et l'accent est mis sur les besoins des communautés d'accueil.
13. Le troisième Fonds d'action sociale pour le nord de l'Ouganda est centré sur trois composantes du développement: l'appui aux moyens d'existence, la remise en état des infrastructures des communautés et le développement des capacités institutionnelles. Pour ce qui est des agriculteurs, le Gouvernement encourage l'accès aux services sociaux et aux services d'infrastructure moyennant des partenariats public-privé, l'accès aux technologies par le biais des services de vulgarisation agricole et l'accès au crédit.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

14. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour 2016-2020 en Ouganda est conforme à la Vision 2040 et au deuxième Plan national de développement. L'Ouganda est un pays pilote pour le Cadre d'action global pour les réfugiés, qui englobe le cycle allant du déplacement à des solutions durables. Les crédits et les subventions de la Banque mondiale en Ouganda sont principalement destinés à financer des améliorations dans les secteurs de l'infrastructure, de l'agriculture, de l'approvisionnement en eau, de la santé, de l'éducation et de la protection sociale.
15. Les programmes bilatéraux de développement mis en œuvre par l'entremise du Gouvernement, d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'organismes des Nations Unies sont centrés sur l'éducation, la santé, les transports, la sécurité alimentaire, l'agriculture, la société civile, la gouvernance, l'énergie, l'eau, l'assainissement et la santé, la démocratie, les droits de l'homme et la croissance économique. Les questions transversales prises en compte sont notamment l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes, les droits des enfants, le changement climatique et le VIH/sida.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

16. Le PAM fournit une assistance alimentaire depuis 1964. Les évaluations menées ces cinq dernières années ont permis de constater que l'approche du PAM était pertinente et concordait avec les priorités nationales, mais que le PAM n'évaluait pas les progrès accomplis au niveau des

²⁶Gouvernement ougandais. 2016. *National Priority Gender Equality Indicators*.

effets directs, ne traitait pas dûment les questions liées à l'égalité des sexes et à l'âge²⁷, et ne définissait pas de stratégies claires en matière de transition et de retrait²⁸.

17. En 2013, le PAM, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) ont évalué les effets de l'assistance alimentaire assurée au profit des enfants âgés de 3 à 5 ans dans les centres de développement de la petite enfance dans le Karamoja²⁹, et ont constaté que des transferts de type monétaire accompagnés d'une éducation nutritionnelle à l'intention des parents et d'activités visant à renforcer les capacités des aidants familiaux amélioreraient sensiblement la quantité et la qualité des aliments consommés par les enfants. La fréquentation des centres a augmenté, ce qui a eu des effets positifs sur le développement cognitif.
18. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le PAM ont procédé à des évaluations d'impact dans quatre situations de réfugiés prolongées dans le monde en 2011 afin de déterminer la contribution de l'assistance alimentaire³⁰, et ils n'ont recueilli que peu d'éléments attestant d'une transition vers l'autosuffisance. Ils ont en conséquence lancé une stratégie conjointe visant à guider l'action menée pour accroître l'autosuffisance des réfugiés³¹. En 2016, une évaluation menée par l'Université de Californie à Davis et l'IFPRI dans des zones d'installation en Ouganda a permis de constater que d'importants effets économiques multiplicateurs résultaient des activités de secours, qu'ils augmentaient lorsque l'assistance alimentaire était fournie sous forme de transferts monétaires plutôt que de distributions directes de vivres et que les retombées économiques positives pour les réfugiés et les communautés hôtes étaient imputables à la politique du Gouvernement consistant à attribuer des terres aux réfugiés³².

2.2 Potentialités pour le PAM

19. À l'issue de l'examen stratégique et des consultations menées par la suite, il a été recommandé au PAM de se fixer les priorités suivantes:
 - Répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels immédiats des personnes en situation de crise. Dans un avenir prévisible, le PAM continuera de fournir une assistance aux réfugiés. L'assistance alimentaire d'urgence demeurera nécessaire en période de crise, et le PAM appuiera le développement des capacités en matière de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence, notamment en transférant son savoir-faire dans le domaine de l'évaluation des besoins.
 - Renforcer la résilience aux chocs et au changement climatique. L'insécurité alimentaire devrait augmenter en raison du changement climatique et de l'accès limité aux possibilités de subsistance, en particulier dans le nord et l'est. Le PAM et ses partenaires mettront à profit les compétences spécialisées du secteur privé pour améliorer les possibilités de subsistance.
 - Veiller à ce que les enfants prennent un repas nutritif à l'école afin qu'ils soient en mesure d'apprendre. Le Gouvernement et les partenaires de développement tireront parti de l'expérience du PAM pour élaborer une politique en matière d'alimentation scolaire et un programme d'alimentation scolaire durable utilisant la production locale.
 - Prévenir la malnutrition. Les partenaires de développement soulignent l'importance des partenariats Gouvernement/PAM/UNICEF pour prévenir la malnutrition et promouvoir des améliorations au niveau de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de la santé, ainsi que des options relatives à l'enrichissement des aliments.

²⁷Le PAM cible de plus en plus les femmes bénéficiaires dans le Karamoja et les zones d'installation de réfugiés dans le sud-ouest de l'Ouganda.

²⁸ Voir: <https://docs.wfp.org/api/documents/bcfe2171660f4725a9fa1f2edf21a01c/download/>

²⁹ Voir: <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/resources/wfp257677.pdf>

³⁰Bangladesh, Éthiopie, Rwanda et Tchad. Voir:

<http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/resources/wfp258889.pdf>

³¹ Voir: <http://newgo.wfp.org/documents/unhcr-and-wfp-joint-strategy-for-enhancing-self-reliance>

³² Voir: <https://www.wfp.org/news/news-release/new-research-finds-humanitarian-assistance-refugees-boosts-ugandas-economy>.

- Rapprocher les petits exploitants des marchés. Le manque d'efficacité des chaînes de valeur et les pertes après récolte limitent les revenus des petits exploitants. Les achats effectués localement par le PAM créent une demande pour ce qui est des céréales de base, et l'agriculture et les activités d'appui aux marchés aident les petits exploitants, hommes et femmes, à accéder aux marchés, en particulier dans les zones accueillant d'importantes populations de réfugiés. Le PAM, le Gouvernement et les partenaires s'emploieront à réduire les pertes de récoltes afin d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages et d'augmenter les surplus commercialisables, ce qui contribuera à accroître les revenus des agriculteurs et à stabiliser les prix des denrées.
- Améliorer les systèmes alimentaires. Le PAM devrait s'attaquer aux problèmes liés aux systèmes alimentaires de manière plus globale, par exemple en appuyant la création d'une réserve nationale de céréales à utiliser en cas de besoin criant, et en se concentrant sur des problèmes comme les lacunes des chaînes d'approvisionnement.
- Renforcer la protection sociale. Grâce à ses compétences spécialisées en matière de gestion de l'information concernant les bénéficiaires, le PAM est en mesure d'appuyer l'élaboration d'un registre national de protection sociale destiné à renforcer l'efficacité et la responsabilité.

2.3 Réorientations stratégiques

20. Le PAM encouragera la transition vers la prise en charge des activités par les instances nationales en partageant les analyses et les données factuelles et en fournissant une assistance technique. Il offrira son savoir-faire sur le plan des politiques en matière de nutrition, d'alimentation scolaire, d'égalité entre les sexes, de marchés agricoles, de pertes après récolte, de systèmes de protection sociale et de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence.
21. Dans les zones d'accueil de réfugiés, le PAM favorisera le passage de l'assistance alimentaire d'urgence à l'autosuffisance. Les interventions profiteront aux réfugiés et aux communautés hôtes et viseront à instaurer des changements durables dans les zones d'accueil de réfugiés.
22. Là où les marchés fonctionnent bien, le PAM fournira des transferts monétaires; dans les autres cas, il consultera les détaillants en vue d'optimiser leurs chaînes d'approvisionnement, d'accroître les stocks d'aliments nutritifs et de réduire les prix. L'accès à des aliments sûrs et nutritifs est la priorité, quelle qu'en soit la modalité.
23. Le PAM adoptera des approches prenant en compte la nutrition, le VIH et la transformation des relations entre les sexes dans tous ses programmes et modélisera des démarches novatrices consistant à prévenir la malnutrition depuis la naissance jusqu'à l'adolescence, qui prévoient d'aider le Gouvernement à lutter contre les problèmes liés à la faim qui apparaissent dans les zones urbaines.
24. Le PAM mettra à profit l'expérience qu'il a acquise auprès des agriculteurs, des commerçants, des distributeurs d'intrants agricoles, des transporteurs et des fournisseurs de services financiers, en faisant appel à des organisations du secteur privé, comme celles spécialisées dans les pertes après récolte et le changement climatique, pour lutter contre la malnutrition et autres problèmes.
25. Conformément au plan d'action concernant la problématique hommes-femmes, le PAM appuiera les interventions novatrices fondées sur une analyse pour s'attaquer aux inégalités entre les sexes et améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

26. Le présent PSP fixe le cadre de l'engagement du PAM en Ouganda pour la période 2018–2022. Il énonce les domaines d'action privilégiés et les activités qui appuieront les efforts faits par le Gouvernement pour atteindre les ODD 2 et 17.
27. Le PAM maintiendra sa capacité d'intervention d'urgence et aidera le Gouvernement à accueillir les réfugiés, dont le nombre ne cesse de croître, à s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition et à renforcer le système national de protection sociale. Le PAM intégrera la protection dans la conception de ses interventions et continuera de répondre aux

besoins communs et aux besoins particuliers de différents groupes de population (considérés selon l'âge, le sexe ou le handicap).

28. L'autosuffisance des réfugiés sera améliorée grâce à l'assistance alimentaire et à la création de possibilités de subsistance conformément au Cadre d'action global pour les réfugiés et au Cadre d'autonomisation des réfugiés et des populations d'accueil, aux fins de la réalisation du Programme du Gouvernement pour la transformation des zones d'installation. Le PAM veillera à ce que ses investissements profitent aussi aux communautés hôtes conformément à la répartition 70/30 prévue par le Gouvernement entre les réfugiés et les communautés hôtes. Les objectifs sont d'élaborer des programmes d'appui aux moyens d'existence qui profitent aux deux communautés; de promouvoir la cohésion sociale dans les zones d'accueil de réfugiés; et de réaliser les objectifs généraux de développement du Gouvernement.
29. Le PAM mettra l'accent sur la nutrition dans ses activités afin de réduire le retard de croissance à la faveur d'interventions spécifiquement axées sur la nutrition ou à dimension nutritionnelle pour lutter contre la malnutrition chronique, en particulier dans les zones où elle représente une charge importante. Il mettra à profit ses atouts en matière de sécurité alimentaire, d'analyse de la vulnérabilité, de gestion de la chaîne d'approvisionnement, de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence ainsi que son approche institutionnelle de l'assistance pour appuyer les politiques et les activités du Gouvernement. Le PAM s'attaquera aux nouveaux problèmes liés à la faim, en particulier dans les contextes urbains, à mesure que les caractéristiques démographiques de la faim évolueront.
30. Le PAM fournira des analyses de la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire, une assistance directe et des données factuelles, il mettra à disposition ses connaissances et son savoir-faire pour renforcer les capacités nationales, et il poursuivra ses partenariats et la coopération Sud-Sud. Toutes les activités seront l'occasion de procéder à des analyses des questions liées à la problématique hommes-femmes et à la protection et de se concerter avec les communautés et les bénéficiaires.
31. Le présent PSP est en harmonie avec la vision du Gouvernement à l'horizon 2040, le deuxième Plan national de développement et l'examen stratégique Faim zéro de l'Ouganda. Il est conforme au PNUAD³³, et contribue aux résultats stratégiques 1, 2, 3, 5 et 8 du PAM.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités

Effet direct stratégique 1: Les réfugiés et les autres personnes touchées par une crise ont accès à une alimentation suffisante et nutritive en période de crise

32. La population de réfugiés, qui croît rapidement dans le nord et le sud-ouest du pays, et les personnes touchées par une crise dans l'ensemble du pays n'ont pas un accès suffisant à des aliments nutritifs. Le PAM fournira donc une assistance alimentaire non assortie de conditions fondée sur des analyses détaillées des besoins, de la vulnérabilité et de la diversité pour aider ces populations, qui sera accompagnée d'investissements complémentaires consacrés à l'autosuffisance, à la résilience, à la protection et aux filets de sécurité afin de faire en sorte que l'assistance humanitaire devienne moins nécessaire.

Domaine d'action privilégié: Intervention face à une crise

33. Effet direct stratégique 1. L'effet direct stratégique 1 contribue à la cible 1 de l'ODD 2 et au résultat stratégique 1 du PAM. Il vise à améliorer l'accès à la nourriture et à veiller à ce que les personnes touchées par une crise aient une alimentation nutritive et suffisante dans les moments critiques.

³³ Le PNUAD en cours arrive à échéance en 2020, ce qui coïncide avec l'examen à mi-parcours du présent PSP. Le PAM ajustera le PSP en 2020 afin de l'harmoniser avec le nouveau PNUAD.

Produits escomptés

34. Six produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les réfugiés reçoivent des transferts sous forme d'espèces et de vivres pour subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels.
 - Parmi les réfugiés, les enfants âgés de 6 à 23 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes reçoivent des aliments nutritifs spécialisés pour prévenir la malnutrition chronique. Là où les taux de malnutrition aiguë globale excèdent 15 pour cent, le groupe cible comprendra également les enfants âgés de 24 à 59 mois afin de prévenir la malnutrition aiguë.
 - L'amélioration des connaissances en matière de nutrition profite aux enfants âgés de 6 à 59 mois, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes réfugiés, l'objectif étant de prévenir la malnutrition chronique et aiguë.
 - Les enfants âgés de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes réfugiées souffrant de malnutrition aiguë modérée reçoivent des aliments nutritifs spécialisés, l'objectif étant d'améliorer leur état nutritionnel.
 - L'amélioration des connaissances des aidants familiaux, des femmes enceintes et des mères allaitantes en matière de nutrition profite aux enfants âgés de 6 à 59 mois réfugiés souffrant de malnutrition aiguë modérée, l'objectif étant d'améliorer leur état nutritionnel.
 - Les personnes touchées par une crise et les ménages extrêmement vulnérables ciblés par le PAM reçoivent des transferts monétaires et/ou des vivres pour subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels.

Activités essentielles

Activité 1: Fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle aux réfugiés

35. Le PAM fournira une assistance non assortie de conditions aux réfugiés sous les formes suivantes: biscuits à haute teneur énergétique pour ceux qui arrivent à la frontière; repas chauds servis dans les centres de transit et d'accueil tandis que les nouveaux arrivants attendent d'être enregistrés et de se voir attribuer des terres; et transferts monétaires ou transferts de vivres dans les zones d'installation pour répondre aux besoins alimentaires et promouvoir l'autosuffisance. L'assistance non assortie de conditions sera décidée en fonction des résultats des études de marché et des analyses différenciées par sexe et par âge ainsi que de la vulnérabilité et de l'état nutritionnel, en tenant compte de la situation particulière et des préférences des différents groupes de bénéficiaires, y compris les personnes vivant avec un handicap³⁴. Le PAM, le HCR et le Cabinet du Premier Ministre coordonneront l'assistance aux réfugiés.
36. Le PAM, les homologues gouvernementaux, le HCR et d'autres partenaires établiront le profil des ménages de réfugiés en fonction des besoins et des capacités et étudieront les possibilités et les contraintes en rapport avec l'autosuffisance des réfugiés; ces travaux comprendront des études des chaînes de valeur et des marchés du travail sous l'angle des moyens d'existence, études qui tiendront compte de la problématique hommes-femmes.

Activité 2: Fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle aux ménages touchés par une crise

37. Les secours ciblés en faveur des personnes touchées par une crise seront organisés à la lumière des résultats d'évaluations de la sécurité alimentaire et de la nutrition, d'analyses des disparités liées au sexe et d'évaluations de la protection. Les personnes souffrant de malnutrition aiguë modérée recevront une assistance à visée curative, et une ration sera fournie en plus des aliments nutritifs spécialisés afin d'optimiser les effets du traitement. Les enfants âgés de 6 à 23 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes recevront une supplémentation alimentaire généralisée destinée à prévenir la malnutrition aiguë et chronique; lorsque les taux de malnutrition aiguë globale seront supérieurs à 15 pour cent, le PAM élargira cette activité de sorte à englober les

³⁴ Les interventions continueront de prendre en compte le handicap: les groupes vulnérables, dont font partie les personnes vivant avec un handicap, seront prioritaires lors des distributions de vivres et d'espèces du PAM, et il y aura un système d'intermédiaires autorisés pour récupérer les produits alimentaires destinés aux personnes handicapées.

enfants âgés de 24 à 59 mois. Le PAM coordonnera ses interventions avec les autorités de district, l'UNICEF et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), sous la direction du Cabinet du Premier Ministre.

Effet direct stratégique 2: Les populations en situation d'insécurité alimentaire vivant dans des zones frappées par des chocs climatiques ont accès tout au long de l'année à une alimentation suffisante et nutritive

38. Après des décennies de conflit, les niveaux de pauvreté sont élevés dans le nord et l'est du pays. Les personnes vendent leurs actifs et ont recours à des stratégies de subsistance qui dégradent l'environnement: le ramassage du bois de feu, par exemple, met en danger les femmes et les filles, et les familles retirent les enfants de l'école. L'assistance conditionnelle sous forme de vivres ou d'espèces fournie par le PAM assure l'accès à la nourriture pendant les saisons de soudure et aide les communautés à se doter d'actifs, par exemple des parcelles boisées, des exploitations, des vergers, des systèmes d'irrigation, des étangs et des barrages, qui renforcent leur résilience face aux chocs. Dans les zones d'accueil de réfugiés, l'objectif est de réduire la dépendance vis-à-vis de l'assistance alimentaire d'urgence et de renforcer l'autosuffisance. L'alimentation scolaire incite à continuer d'envoyer les enfants à l'école et favorise l'apprentissage. L'assistance technique fournie au Gouvernement contribuera à améliorer les mécanismes de protection sociale réactifs face aux chocs, par exemple en étudiant des initiatives novatrices en matière de transfert des risques et d'assurance.

Domaine d'action privilégié: Renforcement de la résilience

39. L'effet direct stratégique 2 contribue aux cibles 1 et 4 de l'ODD 2 et au résultat stratégique 1. L'objectif est de prévenir l'insécurité alimentaire aiguë et de réduire la vulnérabilité face aux chocs et aux pénuries alimentaires saisonnières.

Produits escomptés

40. Cinq produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les populations en situation d'insécurité alimentaire, notamment les réfugiés et les membres des communautés hôtes, bénéficient de transferts de type monétaire ainsi que de compétences et d'actifs communautaires améliorés, l'objectif étant de réduire la vulnérabilité face aux chocs climatiques et de protéger l'accès à l'alimentation.
 - Les populations en situation d'insécurité alimentaire dans le nord du pays, notamment les réfugiés et les membres des communautés hôtes, bénéficient d'un programme durable de travaux publics destiné à pérenniser l'accès à la nourriture.
 - Les écoliers reçoivent un repas nutritif chaque jour où ils se rendent à l'école, ce qui permet de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels et d'augmenter les taux de scolarisation et d'assiduité.
 - Les fonctionnaires des ministères de l'éducation et de l'agriculture bénéficient d'une assistance technique dans le cadre de la coopération Sud-Sud et d'autres initiatives en vue de l'établissement d'une politique et d'un programme nationaux durables d'alimentation scolaire qui permettent d'accroître l'accès à la nourriture et d'améliorer la nutrition.
 - Les écoliers bénéficient d'une politique et d'un programme nationaux de repas scolaires utilisant la production locale aux fins de garantir un accès durable à la nourriture et une meilleure nutrition.

Activités essentielles

Activité 3: Fournir des transferts d'espèces et de vivres aux femmes et aux hommes participant aux projets de création d'actifs dans les communautés et une assistance technique au Gouvernement par le biais de la coopération Sud-Sud et d'autres initiatives

41. Dans le Karamoja, l'assistance sera déterminée en fonction d'évaluations de la sécurité alimentaire, de la nutrition, des moyens d'existence, de la problématique hommes-femmes et des marchés, et ciblera les ménages ayant de la main-d'œuvre excédentaire, en vue d'équilibrer la répartition de la charge de travail et des responsabilités en matière de soins entre les femmes et

les hommes. Le PAM déterminera quels actifs au niveau de la communauté sont susceptibles d'améliorer la nutrition, par exemple en intégrant une éducation nutritionnelle aux modules de formation, en encourageant la culture de fruits et légumes et en améliorant la manutention des céréales après la récolte afin de réduire la teneur en aflatoxines³⁵. Dans les zones d'accueil de réfugiés, le PAM s'attachera à créer des actifs qui profitent dans la même mesure aux femmes et aux hommes dans les communautés de réfugiés et les communautés d'accueil. L'analyse environnementale permettra de veiller à ce que les actifs ne nuisent pas à l'environnement. Le PAM aidera à renforcer les capacités du Gouvernement afin d'améliorer la qualité, la durabilité et le caractère équitable des actifs créés dans le cadre des programmes nationaux de travaux publics. L'UNICEF et la FAO seront les principaux partenaires pour cette activité.

Activité 4: Fournir des repas chauds nutritifs aux enfants allant à l'école et une assistance technique au Gouvernement par le biais de la coopération Sud-Sud et d'autres initiatives

42. L'assistance sous forme de repas chauds ciblera les enfants dans les écoles situées dans les zones où les indicateurs de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de l'éducation font apparaître un besoin (par exemple, dans le Karamoja et dans certains districts d'accueil des réfugiés dans le nord). Les repas seront enrichis selon que de besoin, notamment à l'aide de micronutriments en poudre. Les campagnes de communication destinées à faire évoluer les comportements sociaux promouvoir la scolarisation et l'assiduité des filles. Le PAM collaborera avec les ministères de l'éducation, de l'agriculture, du genre et des finances ainsi qu'avec le Cabinet du Premier Ministre afin de mettre en place un programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale qui soit durable et respectueux de l'environnement, fasse appel à des denrées locales et améliore la diversité de l'alimentation. Une assistance technique sera fournie au Gouvernement dans le cadre de la coopération Sud-Sud et d'autres initiatives, notamment à la lumière d'évaluations de la chaîne d'approvisionnement, afin de l'aider à assurer aux petits exploitants, hommes et femmes, une demande prévisible et à promouvoir l'émancipation économique des femmes. Les principaux partenaires seront l'UNICEF et la FAO.

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2030, les taux de malnutrition aiguë et de retard de croissance chez les enfants âgés de 6 à 59 mois vivant dans des zones touchées par l'insécurité alimentaire sont conformes aux cibles nationales

43. L'état nutritionnel des enfants s'est amélioré en Ouganda, mais les taux de malnutrition restent élevés dans certaines régions, comme dans le Karamoja. L'accès à des aliments nutritifs et les modes de préparation aident à prévenir la malnutrition, mais l'accès à de l'eau salubre pour la boisson et la cuisine et la sensibilisation aux besoins en matière d'assainissement et d'hygiène sont essentiels. Le mariage précoce, la grossesse chez les adolescentes et la malnutrition chez l'enfant sont liés, et parce que les femmes ne contrôlent pas l'utilisation des ressources dans le ménage, la solution doit associer les hommes et les garçons.
44. Le PAM collaborera avec l'UNICEF et les ministères de la santé, du genre, du travail et du développement social ainsi que de l'eau et de l'environnement pour encourager l'adoption d'une alimentation saine, et il participera à des consultations pour promouvoir une bonne compréhension des causes profondes de la malnutrition.

Domaine d'action privilégié: Causes profondes

45. L'effet direct stratégique 3 contribue à la cible 2 de l'ODD 2 et au résultat stratégique 2. L'objectif est de travailler avec les partenaires dans une optique globale, passant notamment par la prévention, pour encourager l'adoption d'une alimentation saine fondée sur des aliments nutritifs produits localement.

³⁵ Les aflatoxines sont associées à la malnutrition chronique chez les enfants.

Produits escomptés

46. Sept produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:

- Les enfants âgés de 6 à 23 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes reçoivent des aliments nutritifs spécialisés et/ou des transferts monétaires destinés à améliorer l'état nutritionnel des enfants pendant les 1 000 premiers jours (de la conception au deuxième anniversaire).
- Dans le cas des enfants âgés de 36 à 59 mois, des transferts monétaires sont effectués pour prévenir la malnutrition et augmenter la fréquentation des centres de développement de la petite enfance.
- Les aidants s'occupant d'enfants âgés de 6 à 23 mois, les enfants âgés de 24 à 59 mois dans les centres de développement de la petite enfance, les femmes enceintes et les mères allaitantes bénéficient de campagnes de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, destinées à prévenir la malnutrition chronique.
- Les aidants s'occupant d'enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë modérée, les femmes enceintes et les mères allaitantes reçoivent une éducation nutritionnelle destinée à appuyer la récupération nutritionnelle.
- Les enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë modérée, les femmes enceintes et les mères allaitantes ainsi que les personnes sous traitement antirétroviral ou sous traitement antituberculeux de brève durée sous surveillance directe (DOTS) reçoivent des aliments nutritifs spécialisés destinés à améliorer leur état nutritionnel.
- L'amélioration des compétences des professionnels de la santé en matière de programmes de nutrition profite aux enfants âgés de 6 à 59 mois, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes, l'objectif étant d'améliorer leur état nutritionnel.
- Les membres des communautés profitent de l'approfondissement des connaissances en matière d'interventions spécifiquement axées sur la nutrition ou à dimension nutritionnelle, qui visent à améliorer l'état nutritionnel.

Activités essentielles

Activité 5: Fournir des aliments nutritifs spécialisés et des transferts monétaires à dimension nutritionnelle aux populations à risque

47. Dans les districts ciblés, le PAM et l'UNICEF apporteront un soutien aux centres de santé publics et au personnel sanitaire pour améliorer la qualité et l'ampleur des programmes de traitement de la malnutrition aiguë modérée, et favoriseront les approches novatrices pour prévenir la malnutrition, notamment l'appui aux programmes de développement de la petite enfance axés sur la nutrition et aux campagnes de communication destinées à faire évoluer les comportements qui sont axés sur la nutrition, sans oublier l'éducation nutritionnelle pour encourager l'adoption d'une alimentation saine.
48. Le PAM contribuera aux systèmes gouvernementaux et aux mécanismes institutionnels à la faveur de l'outil destiné à combler le déficit en nutriments, afin de collaborer avec les parties prenantes gouvernementales et autres; il fournira une assistance technique au personnel du Gouvernement chargé de mettre en œuvre les politiques nutritionnelles.
49. Le PAM collaborera avec le Gouvernement et les partenaires pour définir des approches globales de la nutrition, par exemple en améliorant la qualité des aliments proposés sur les marchés, en œuvrant aux côtés du Ministère de l'eau et de l'environnement et des partenaires pour répondre aux besoins en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement et trouver des moyens de maintenir les filles à l'école.

Effet direct stratégique 4: D'ici à 2030, les petits exploitants, en particulier les femmes, vivant dans les zones ciblées disposent de moyens d'existence renforcés et résilients

50. Le PAM aidera les petits exploitants dans l'ensemble du pays, y compris les agriculteurs réfugiés ou appartenant aux communautés hôtes, à améliorer leurs pratiques agricoles et à utiliser des moyens techniques. Cela stimulera la production en favorisant une demande prévisible et

encouragera la commercialisation collective des céréales pour accroître les revenus et améliorer la sécurité alimentaire des ménages. Il travaillera avec le Gouvernement et le secteur privé pour mettre en place des mécanismes nationaux durables permettant de réduire les pertes après récolte.

Domaine d'action privilégié: Causes profondes

51. L'effet direct stratégique 4 contribue à la cible 3 de l'ODD 2 et au résultat stratégique 3. L'objectif est d'augmenter la productivité et les revenus des petits exploitants et d'améliorer la qualité des céréales vivrières.

Produits escomptés

52. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les petits exploitants, y compris les agriculteurs réfugiés ou appartenant aux communautés hôtes, tirent profit de l'amélioration des compétences, du matériel et des installations qui leur permet d'accéder aux marchés et d'accroître leurs revenus.
 - Les petits exploitants, y compris les agriculteurs réfugiés ou appartenant aux communautés hôtes, tirent profit de l'amélioration des compétences, de l'éducation nutritionnelle et du matériel qui leur permet de stocker les aliments en toute sécurité en vue de la consommation du ménage et d'améliorer leurs moyens d'existence.
 - Les petits exploitants, y compris les agriculteurs réfugiés ou appartenant aux communautés hôtes, bénéficient d'un mécanisme national de réduction des pertes après récolte, l'objectif étant d'accroître durablement leurs revenus et d'améliorer leurs moyens d'existence.

Activités essentielles

Activité 6: Assurer des activités de formation et d'éducation en matière de nutrition et de problématique hommes-femmes, et fournir du matériel après récolte et des installations de stockage aux organisations d'agriculteurs ainsi qu'une assistance technique au Ministère de l'agriculture et à d'autres institutions par le biais de la coopération Sud-Sud et d'autres initiatives

53. Le PAM collaborera avec le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche au niveau du pays et à celui des districts pour organiser des activités de formation destinées aux agriculteurs et à leurs groupements, en veillant à ce que les agricultrices puissent y accéder; les thèmes retenus seront pertinents pour la productivité des petits exploitants (diversification de la production végétale, conservation des sols, valeur ajoutée, contrôle qualité, commercialisation collective et développement des agro-industries). Il construira aussi des entrepôts pour les groupements d'agriculteurs afin d'améliorer la qualité des aliments et de promouvoir leur commercialisation collective en veillant à ce que l'accès aux actifs et la maîtrise de ceux-ci soient équitables. Les entrepôts constitueront des pôles pour les services de vulgarisation et seront un moyen d'attirer des acheteurs potentiels, parmi lesquels figure le PAM.
54. Le PAM, les organismes ayant leur siège à Rome, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Programme des Nations Unies pour le développement et le HCR rechercheront des synergies pour éviter les doubles emplois.

Activité 7: Fournir des transferts pour l'achat d'installations de stockage domestique abordables et organiser des activités de formation en matière notamment de nutrition à l'intention des petits exploitants ciblés

55. Le PAM, le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, le Ministère du genre, du travail et des affaires sociales et les organisations du secteur privé formeront les petits exploitants, et donneront accès à des installations de stockage hermétiques pour les excédents de production afin d'améliorer l'accès à des aliments sûrs et les pratiques commerciales, l'accent étant mis sur le contrôle et l'accès équitables aux services pour les femmes et les hommes. Le PAM collaborera avec des fabricants locaux pour améliorer la conception des silos et avec des détaillants pour établir des réseaux de distribution.

56. Le PAM travaillera avec les ministères de l'agriculture, du commerce et avec les autorités locales dans le cadre de la coopération Sud-Sud et d'autres mécanismes, en s'appuyant sur son Centre d'excellence en Chine, pour élaborer des politiques et des programmes visant à réduire les pertes après récolte et mettre en place une certification pour les systèmes de stockage hermétiques.

Effet direct stratégique 5: D'ici à 2030, les institutions ont des capacités accrues pour coordonner et gérer les programmes axés sur la sécurité alimentaire et la nutrition et pour faire face aux chocs

57. En 2017, le Groupe des partenaires pour le développement du Karamoja a recensé dix donateurs bilatéraux, huit organismes des Nations Unies et 50 ONG qui mettaient en œuvre 150 projets dans cet État. Pour le Gouvernement, la coordination est difficile à assurer.
58. En conséquence, le PAM apporte une assistance technique en vue de l'exploitation d'un système de gestion des informations concernant les bénéficiaires qui permettra de déterminer la quantité et le type d'assistance que chaque ménage reçoit et dans quelle mesure l'assistance varie en fonction de l'emplacement, les données étant ventilées en fonction du sexe et de l'âge. Au cours des cinq prochaines années, le PAM étendra le système et en renforcera l'adaptabilité. Ce système servira de modèle au Gouvernement pour établir un registre unique pour son système national de protection sociale.
59. Le PAM renforcera les capacités du Gouvernement en matière de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence, et notamment dans les domaines suivants: évaluations de la sécurité alimentaire et de la nutrition, information à des fins d'alerte rapide, évaluations de la protection, analyses différenciées par sexe, processus de ciblage et appui à la chaîne d'approvisionnement.

Domaine d'action privilégié: Causes profondes

60. L'effet direct stratégique 5 contribue à la cible 9 de l'ODD 17 et au résultat stratégique 5. L'objectif est d'améliorer les systèmes de protection sociale et d'appuyer le Gouvernement dans le domaine de la préparation et de l'intervention en cas de situation d'urgence.

Produits escomptés

61. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- L'amélioration du ciblage et la mise en œuvre des programmes du Gouvernement et des partenaires profitent aux personnes en situation d'insécurité alimentaire dans le Karamoja, l'objectif étant de réduire leur vulnérabilité face aux chocs et d'assurer un accès continu à la nourriture.
 - L'accroissement des capacités nationales à évaluer et combattre l'insécurité alimentaire aiguë profite aux populations touchées, l'objectif étant de renforcer l'accès à la nourriture et de réduire la malnutrition.
 - L'amélioration des capacités des institutions publiques nationales et infranationales en matière de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence profite aux populations touchées par une crise, l'objectif étant de préserver et de maintenir leur accès à la nourriture.

Activités essentielles

Activité 8: Constituer un registre unique pour permettre au Gouvernement et aux partenaires de développement de coordonner et de cibler les programmes

62. Dans le Karamoja, le PAM et le Ministère du genre, du travail et des affaires sociales établiront un registre social et fourniront un appui comprenant la gestion des projets et des parties prenantes, le développement de logiciels, des services d'analyse et une formation pour les personnes utilisant le registre. Le PAM renforcera les capacités des institutions nationales et infranationales afin qu'elles puissent gérer le registre, en mettant l'accent sur la protection des données, le consentement éclairé, l'analyse différenciée par sexe et les mécanismes de réclamation et de remontée de l'information afin d'assurer la conformité avec les meilleures pratiques internationales et d'éclairer la conception des systèmes du Gouvernement.

Activité 9: Fournir une assistance technique afin de permettre au Gouvernement et aux premiers intervenants de se préparer aux situations d'urgence et d'y faire face

63. Le PAM renforcera les capacités du Gouvernement et des premiers intervenants, comme la Croix-Rouge ougandaise, pour qu'ils puissent répondre aux besoins alimentaires pressants dans les situations d'urgence, en privilégiant les zones exposées aux chocs et les populations urbaines vulnérables aux chocs ayant une incidence sur les revenus et les prix des denrées. Cette activité sera axée sur la coordination, le prépositionnement de stocks et de matériel, l'évaluation des besoins, la conception des interventions, la mobilisation et la gestion des ressources, les achats, l'établissement de chaînes d'approvisionnement, les interventions propres à transformer les relations entre les sexes, et le renforcement de la capacité des systèmes nationaux de protection sociale, de suivi et de reddition de comptes à absorber les chocs. Le PAM et la FAO appuieront les systèmes nationaux d'alerte rapide. Pour ce qui est de la composante urbaine, le PAM nouera de nouveaux partenariats, par exemple avec les autorités de la ville de Kampala.

Effet direct stratégique 6: La communauté humanitaire en Ouganda et dans les pays voisins a accès à des services liés à la chaîne d'approvisionnement d'un bon rapport coût-efficacité

64. Des routes internationales relient les ports de Mombasa et de Dar es-Salaam à Tororo dans l'est de l'Ouganda, où le PAM dispose d'entrepôts de vivres et d'articles non alimentaires et d'un parc de camions qui peuvent se rendre dans des zones inaccessibles aux transporteurs commerciaux. À partir de Tororo, des routes vont vers le nord, jusqu'au Soudan du Sud, vers l'est, jusqu'en République démocratique du Congo, et vers le sud, jusqu'au Rwanda. Les atouts du PAM dans le domaine de la gestion de la chaîne d'approvisionnement permettront de garantir que les organismes des Nations Unies et les ONG ont accès à des services liés à la chaîne d'approvisionnement d'un bon rapport coût-efficacité pour fournir une assistance vitale aux populations touchées.

Domaine d'action privilégié: Intervention face à une crise

65. L'effet direct stratégique 6 contribue à la cible 16 de l'ODD 17 et au résultat stratégique 8. L'objectif est de faire en sorte que l'assistance humanitaire soit fournie de manière aussi efficiente et efficace que possible.

Produits escomptés

66. Deux produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- La prestation par le PAM de services à l'appui de la livraison par les organismes humanitaires de vivres, d'articles non alimentaires et de fournitures médicales d'une importance vitale profite aux populations touchées par une crise.
 - Le renforcement de la capacité des acteurs humanitaires à livrer rapidement les secours profite aux populations touchées par une crise.

Activités essentielles

Activité 10: Fournir des services et des compétences liés à la chaîne d'approvisionnement pour permettre aux partenaires de livrer l'assistance humanitaire

67. Le PAM maintiendra une chaîne d'approvisionnement efficiente et réactive afin d'assurer des capacités d'intervention nationales et régionales dans le cadre d'une approche de gestion en réseau, complétée par une assistance technique destinée à renforcer les moyens des partenaires, notamment du secteur privé. Un soutien et des services seront fournis pour la gestion des entrepôts, le transport par voie aérienne et routière, le dédouanement et l'entretien des véhicules.

3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait

68. Le PAM visera à réduire la fourniture directe de vivres et de transferts monétaires, en s'attachant à donner aux personnes les moyens d'être autonomes et à aider le Gouvernement à lutter contre la faim et la malnutrition à la faveur d'une approche fondée sur les droits visant à remédier aux disparités entre hommes et femmes, aux différences socioéconomiques et autres. Le PAM:
- recueillera des données factuelles sur les causes profondes de la faim pour éclairer les politiques et améliorer la conception des programmes et la gestion des services fournis par le Gouvernement;
 - facilitera l'intégration d'activités axées sur la sécurité alimentaire et la nutrition qui soient susceptibles de transformer les relations hommes-femmes dans les politiques et les plans du Gouvernement, et fera évoluer le soutien fourni dans des domaines comme l'alimentation scolaire et la création d'actifs pour favoriser l'appui technique apporté aux filets de sécurité nationaux;
 - aidera le Gouvernement en mettant à sa disposition des experts et des ressources pour renforcer les systèmes et les institutions qui servent à lutter durablement contre la faim;
 - collaborera avec les partenaires pour élargir l'éventail des possibilités de subsistance durables et équitables offertes aux réfugiés, aux communautés hôtes et aux autres personnes qui récupèrent à la suite d'un choc afin de réduire leur dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DES TRANSFERTS DE VIVRES ET DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ*				
Effet direct stratégique	Activité	Femmes/ filles	Hommes/garçons	Total
1	1. Fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle aux réfugiés	1 071 266	1 209 255	2 100 521
	2. Fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle aux ménages touchés par une crise	294 015	282 485	576 500
2	3. Fournir des transferts d'espèces et de vivres aux femmes et aux hommes participant aux projets de création d'actifs dans les communautés et une assistance technique au Gouvernement par le biais de la coopération Sud-Sud et d'autres initiatives	162 000	138 000	300 000
	4. Fournir des repas chauds nutritifs aux enfants allant à l'école et une assistance technique au Gouvernement par le biais de la coopération Sud-Sud et d'autres initiatives	90 752	94 457	185 209
3	5. Fournir des aliments nutritifs spécialisés et des transferts monétaires à dimension nutritionnelle aux populations à risque	92 021	88 412	180 433
Total				3 342 663

* Les données concernant les bénéficiaires sont ventilées par sexe et par âge.

69. Le Gouvernement enregistre les réfugiés et procède périodiquement à des vérifications des populations de réfugiés, ceux-ci pouvant se déplacer librement dans le pays et ses villes³⁶. Le PAM continuera de promouvoir l'amélioration des procédures d'enregistrement et de vérification ainsi que l'enregistrement de données ventilées par sexe et par âge; il élargira le système gouvernemental aux distributions de vivres de manière à pouvoir utiliser la biométrie pour vérifier l'identité des bénéficiaires de vivres et d'espèces. En dehors des zones d'installation de réfugiés, le PAM utilisera sa plateforme de gestion des bénéficiaires SCOPE pour enregistrer les bénéficiaires et vérifier leur identité aux points de distribution de vivres et d'espèces.
70. Les activités de création d'actifs du PAM diminueront à mesure que le troisième Fonds d'action sociale pour le nord de l'Ouganda sera étendu et que le PAM mettra l'accent sur l'assistance technique. Le PAM continuera de cibler les écoliers dans le Karamoja dans le cadre du programme d'alimentation scolaire, qu'il étendra à d'autres zones touchées par l'insécurité alimentaire, y compris celles accueillant des réfugiés.
71. Les agents publics dans les établissements de santé et les centres de proximité continueront de recenser les personnes souffrant de malnutrition aiguë modérée, fourniront des aliments nutritifs spécialisés et assureront des activités d'éducation nutritionnelle. Les agents encourageront les femmes enceintes, les mères allaitantes et les aidants s'occupant de jeunes enfants à participer aux activités d'éducation nutritionnelle afin de promouvoir des pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants saines.
72. Le Plan stratégique du Gouvernement pour le secteur agricole désigne des districts prioritaires pour le développement agricole, dont certains se caractérisent par une forte incidence de la pauvreté. Le PAM collaborera avec des groupements de petits exploitants dans ces zones.

³⁶ Les données personnelles des réfugiés, y compris les photos et les empreintes digitales, sont saisies dans le système de gestion de l'information du Gouvernement concernant les réfugiés.

4.2 Transferts

Produits alimentaires et transferts de type monétaire

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (g/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour), PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ						
	Effet direct stratégique 1					
	Activité 1				Activité 2	
Types de bénéficiaires	Réfugiés extrêmement vulnérables	Réfugiés 100%	Réfugiés 50%	Supplémentation alimentaire ciblée: enfants de 6 à 59 mois Supplémentation alimentaire généralisée: enfants de 6 à 59 mois SNMI: enfants de 6 à 23 mois	Supplémentation alimentaire ciblée: femmes enceintes et mères allaitantes, enfants de 6 à 59 mois Personnes vivant avec le VIH sous traitement DOTS SNMI: femmes enceintes et mères allaitantes Supplémentation alimentaire généralisée: femmes enceintes et mères allaitantes	Ration de protection dans les districts ciblés: femmes enceintes et mères allaitantes, enfants de 6 à 59 mois Personnes vivant avec le VIH sous traitement DOTS
Modalités	Vivres/ espèces	Vivres/ espèces	Vivres/ espèces	Vivres/ espèces	Vivres/ espèces	Vivres
Céréales	390	400	200			400
Légumes secs	70	80	40			80
Huile	30	30	10		25	30
Sel	5	5	5			
Sucre					15	
SuperCereal	50	50	50		229	50
SuperCereal Plus				200		
Micronutriments en poudre						
Total Kcal/jour	2 113	2 179	1 139	787	1 140	2 179
% de kilocalories d'origine protéique	11	12	12,60	17	12,30	12
% de kilocalories d'origine lipidique	17,5	22	18,8	23	34,3	22
Espèces (<i>dollars/personnes/jour</i>)	0,38	0,26	0,15			
Nombre de jours d'alimentation	360	360	360	SNMI: 360 Supplémentation alimentaire généralisée/ supplémentation alimentaire ciblée: 90	SNMI: 360 Supplémentation alimentaire généralisée/ supplémentation alimentaire ciblée: 90	90

TABLEAU 2 (suite): RATIONS ALIMENTAIRES (g/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour), PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ				
	Effet direct stratégique 2		Effet direct stratégique 3	
	Activité 3	Activité 4	Activité 5	
Types de bénéficiaires	Activités 3A	Alimentation scolaire utilisant la production locale	SNMI – enfants de 6 à 23 mois Supplémentation alimentaire à assise communautaire: enfants de 6 à 59 mois	SNMI: femmes enceintes et mères allaitantes Supplémentation alimentaire à assise communautaire: traitement antirétroviral-personnes vivant avec le VIH Personnes sous traitement DOTS
Modalités	Espèces	Vivres	Vivres/ espèces	Vivres/ espèces
Céréales		150		
Légumes secs		30		
Huile		10		25
Sel				
Sucre				15
SuperCereal				229
SuperCereal Plus			200	
Micronutriments en poudre		0,4		
Total Kcal/jour		738	787	1140
% de kilocalories d'origine protéique		11	17	12,3
% de kilocalories d'origine lipidique		21	23	34,3
Espèces (<i>dollars/personnes/jour</i>)	0,09		0,49	0,49
Nombre de jours d'alimentation	135	192: écoliers externes 264: pensionnaires 180: Micronutriments en poudre	360: SNMI 90: Supplémentation alimentaire à assise communautaire	360: SNMI 90: Supplémentation alimentaire à assise communautaire

SNMI: santé et nutrition maternelles et infantiles.

73. Le PAM entend fournir des aliments auxquels les bénéficiaires sont habitués, et il utilisera à la fois des transferts alimentaires en nature et des transferts monétaires pour l'assistance non assortie de conditions. La proportion de réfugiés recevant des transferts monétaires sans restriction augmentera au cours des cinq années de mise en œuvre de la stratégie, passant de 20 pour cent début 2018 à 50 pour cent en 2020. Cette augmentation s'appuie sur une analyse montrant que les transferts monétaires peuvent avoir un effet multiplicateur sur l'économie locale et bénéficier aux réfugiés comme aux communautés d'accueil³⁷, et qu'ils constituent donc un aspect important

³⁷ Voir: <https://www.wfp.org/news/news-release/new-research-finds-humanitarian-assistance-refugees-boosts-ugandas-economy>.

du modèle d'accueil des réfugiés en Ouganda, lequel vise à encourager l'autonomie et l'intégration. La distribution d'espèces facilite également l'accès aux aliments produits localement, notamment les produits frais, ce qui est important pour diversifier les régimes alimentaires. La valeur des transferts monétaires sera fondée sur les prix du marché et ajustée si ces derniers évoluent.

74. Le PAM fournit aux réfugiés l'intégralité de l'apport alimentaire recommandé ou un transfert monétaire suffisant pour acheter l'équivalent. Les ménages participant aux activités de création d'actifs reçoivent des vivres ou des espèces équivalant à 50 pour cent de l'apport alimentaire recommandé. Les écoliers reçoivent une collation en milieu de matinée et un repas chaud à l'école, enrichi le cas échéant. Les patients souffrant de malnutrition aiguë modérée reçoivent des aliments nutritifs spécialisés jusqu'à ce qu'ils récupèrent. Dans le cadre d'un programme de prévention, les femmes enceintes, les mères allaitantes et les aidants s'occupant d'enfants âgés de 6 à 59 mois reçoivent des aliments nutritifs spécialisés ou des transferts monétaires d'un montant suffisant pour acheter des aliments nutritifs. Les petits exploitants reçoivent des bons destinés à subventionner l'achat d'installations de stockage domestique.
75. La plupart des bénéficiaires de transferts monétaires, en particulier les femmes et les personnes âgées, n'ont jamais eu accès à des services financiers. Le PAM a recours à des prestataires de services financiers pour ouvrir des comptes en banque ou mettre en place des systèmes mobiles au nom des bénéficiaires et fournir des services bancaires dans les zones reculées. Le PAM négocie des produits et des services favorables aux personnes pauvres à des tarifs abordables et offre aux bénéficiaires des transferts monétaires une formation à des notions financières ciblées ainsi qu'à la prise de décisions conjointes.

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN VIVRES/TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Type de vivres/transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	562 892	234 362 650
Légumes secs	109 887	68 823 857
Huiles et matières grasses	43 732	36 474 471
Aliments composés et mélanges	175 930	109 715 983
Autre	9 872	2 072 751
Total (produits alimentaires)	902 313	451 449 712
Transferts de type monétaire	–	381 419 424
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	902 313	832 869 136

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

76. Le PAM et le Gouvernement étudieront les possibilités de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire dans le but d'échanger des connaissances et des compétences spécialisées. Ainsi, des activités pourraient être entreprises avec le Centre d'excellence pour la lutte contre la faim, au Brésil, pour ce qui concerne le programme national d'alimentation scolaire et les nouvelles mesures visant à faire face à l'accroissement de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans les zones urbaines. De même, des activités axées sur les programmes de filets de sécurité fondés sur des activités productives et les approches novatrices de l'agriculture en région aride pourraient être menées en collaboration avec le Centre d'excellence en Chine. Le PAM s'attachera à partager les meilleures pratiques de l'Ouganda, comme le modèle d'accueil des réfugiés et les techniques de prévention des pertes après récolte.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

77. Le PAM a acheté 300 000 tonnes de céréales en Ouganda au cours des cinq dernières années. Il exploite dans le pays 15 entrepôts d'une capacité de stockage de 100 000 tonnes et dispose de 150 camions pour augmenter les capacités de transport commercial selon qu'il convient. Grâce à sa chaîne d'approvisionnement, le PAM appuie aussi les transferts monétaires et les programmes d'appui à l'agriculture et aux marchés, en travaillant avec les détaillants pour optimiser leurs systèmes d'approvisionnement et en aidant les organisations paysannes à améliorer la qualité de leurs produits afin de pouvoir les vendre au PAM et à d'autres acheteurs importants.

4.4 Capacités du bureau de pays et profil du personnel

78. Le bureau de pays investira dans le perfectionnement du personnel et mettra en œuvre une stratégie d'apprentissage et de perfectionnement axée sur les résultats³⁸. Il examinera son organisation en vue de renforcer l'efficacité et l'efficacités de la prestation de services:

- en rationalisant les effectifs, en tirant parti des compétences techniques existantes et en accroissant les capacités et les ressources du personnel sur le terrain afin de veiller à ce que les services voulus soient fournis dans toutes les zones à l'appui des bénéficiaires;
- en détaillant les profils d'emploi, qui seront créés en fonction des compétences nécessaires compte tenu des nouvelles orientations du PAM; et
- en accroissant la délégation de pouvoirs et les responsabilités des bureaux de terrain, en prévoyant que la direction fournira appui, mesures de supervision et formation pour garantir l'efficacité de l'assistance.

79. La communication sera essentielle et sera axée sur l'élimination de la faim. Les objectifs consistent à promouvoir la cohésion interne et le partage des connaissances, faire en sorte que l'élimination de la faim figure en bonne place dans le débat public et mobiliser le soutien des secteurs public et privé en faveur du PAM en Ouganda; et intégrer le suivi et l'évaluation dans tous les volets du PSP. La stratégie visera à favoriser l'égalité des sexes et la protection en mettant l'accent sur la concertation avec les communautés et les bénéficiaires de manière à ce que leurs points de vue et leurs expériences soient pris en compte.

4.5 Partenariats

80. Le PAM maintiendra ses relations avec le Gouvernement aux niveaux national et infranational, et collaborera avec le Cabinet du Premier Ministre, les ministères chargés de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, du genre, du travail et des affaires sociales, et de la terre, du logement et de l'urbanisme, ainsi qu'avec l'autorité responsable de la planification nationale et les autorités des districts et des villes. Selon que de besoin et si cela est possible, les autorités de district seront associées à l'élaboration et à la mise en œuvre des activités pour gagner l'adhésion et le soutien au niveau local et maximiser les possibilités de renforcement des capacités et de transfert de compétences spécialisées.

81. Le PAM poursuivra les partenariats noués avec les organismes des Nations Unies et les autres partenaires de développement, et renforcera ses partenariats progressivement afin d'intégrer aussi des partenaires de développement bilatéraux, de mieux coordonner les interventions, d'éviter les chevauchements et d'obtenir des résultats à grande échelle. Les principaux partenaires sont la FAO, le Fonds international de développement agricole, le HCR, l'UNICEF, l'Organisation mondiale de la Santé, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, le mouvement Renforcer la nutrition, ONU-Habitat, la Banque mondiale et les institutions financières internationales.

82. Le PAM augmentera le nombre d'ONG partenaires avec lesquelles il collabore et il œuvrera avec les organisations de la société civile au renforcement des capacités des premiers intervenants nationaux, en cherchant en particulier à nouer des partenariats stratégiques dans le cadre desquels

³⁸ Le PAM est déterminé à assurer la parité des sexes au sein de ses effectifs, ce qui est conforme au plan d'action du bureau de pays.

les ressources et les compétences spécialisées relèveront d'un modèle axé davantage sur la collaboration que sur les transactions.

83. Le PAM facilitera les partenariats public-privé et continuera d'œuvrer avec les entreprises sociales, par exemple dans le domaine de la réduction des pertes après récolte, afin de favoriser une approche de l'agriculture et de l'appui aux marchés axée sur la demande, l'objectif étant de tirer parti des compétences spécialisées et du potentiel d'innovation.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Suivi et évaluation

84. Le PAM renforcera le suivi, l'évaluation, la recherche et l'apprentissage en interne, tout en aidant le Gouvernement à mesurer les progrès accomplis vers la réalisation des cibles de l'ODD 2. À cet effet, il augmentera les ressources et les capacités utilisées pour le suivi et l'évaluation, en s'efforçant de déterminer le niveau de réalisation du PSP et de mesurer les effets de ses interventions, y compris en élaborant et en mettant en œuvre un solide plan d'évaluation et de suivi sur cinq ans et en faisant réaliser une série d'études spécifiques pour répondre à des questions plus globales concernant l'impact des activités.
85. Le plan de suivi et d'évaluation prévoit des données de référence pour le PSP, la collecte de données ventilées par sexe et par âge et une analyse de la vulnérabilité tenant compte de la problématique hommes-femmes à tous les stades. Le suivi des processus et des effets directs sera effectué avec des partenaires. Le personnel du PAM chargé des programmes et celui des partenaires de coopération participeront à la collecte et à l'analyse des données utilisées pour étayer la prise de décisions, l'établissement des rapports et la fonction redditionnelle. Tous les trimestres, le PAM veillera à ce que les informations issues du suivi des effets directs soient mises au service de la prise de décisions concernant les programmes.
86. En 2021, le Bureau de l'évaluation évaluera le PSP: les informations ainsi obtenues éclaireront les futurs programmes du PAM en Ouganda et seront complétées par des examens axés sur les réfugiés, l'alimentation scolaire et la nutrition en 2018, et sur le renforcement des capacités et la coopération en 2019. Des évaluations décentralisées seront menées en 2019 pour ce qui est de l'objectif stratégique 5 et en 2020 pour ce qui est de l'objectif stratégique 6; elles répondront à la demande des parties prenantes ainsi qu'aux besoins en matière de données factuelles et d'apprentissage.
87. Le PAM utilisera le système SCOPE pour gérer les informations sur les bénéficiaires et travaillera avec les partenaires en vue d'accroître l'utilisation de technologies de collecte et de communication des données en temps réel.
88. Pour approfondir l'apprentissage et encourager les gains d'efficacité et l'innovation, le PAM engagera des spécialistes externes qui lui présenteront les résultats des travaux de recherche les plus récents et les nouveautés méthodologiques concernant la résolution des problèmes. Des évaluations trimestrielles de la performance permettront d'évaluer méthodiquement les succès obtenus et les défis rencontrés, et de tirer des enseignements qui pourront éclairer la poursuite de la mise en œuvre du PSP. Le PAM contribuera à enrichir, à promouvoir et à exploiter les connaissances accumulées par l'ensemble des acteurs de l'aide humanitaire et du développement, en s'associant pour cela à des chercheurs indépendants. La priorité sera donnée aux études portant sur les coûts et avantages des programmes de filets de sécurité de façon à aider le Gouvernement à prendre des décisions stratégiques. Le PAM s'attachera tout particulièrement à comprendre ce qui compte aux yeux de ses principaux clients et à favoriser des améliorations progressives grâce à un processus d'apprentissage continu et en s'inspirant d'une conception de l'assistance axée sur la personne humaine.

5.2 Gestion des risques

89. Le PAM dispose d'un registre des risques et d'un plan de préparation, qui sont régulièrement mis à jour.

Risques contextuels

90. Si l'instabilité politique, économique ou météorologique menace les acquis du développement, le PAM maintiendra le cap sur le développement à long terme et la résilience, tout en répondant aux besoins humanitaires; il surveillera les marchés de gros et de détail pour veiller à ce que les achats locaux et les transferts de type monétaire n'aient pas une incidence négative sur la disponibilité et les prix des denrées alimentaires.

Risques programmatiques

91. Les pénuries de ressources et les ruptures de la filière d'approvisionnement pourraient compromettre la fourniture de l'assistance alimentaire. En conséquence, le PAM plaidera auprès des donateurs habituels afin qu'ils continuent d'apporter un appui financier et il s'efforcera d'élargir sa base de donateurs. Des mesures de préparation aux situations d'urgence et de communication seront prises pour informer les bénéficiaires et les partenaires des intentions du PAM.
92. Afin d'atténuer la probabilité que les programmes mis en œuvre dans le Karamoja soient pénalisés par des problèmes de financement, le PAM s'emploiera à optimiser la conception des programmes compte tenu des enseignements tirés de l'expérience.
93. Le plan d'action du bureau de pays concernant la problématique hommes-femmes permet de garantir que des programmes propres à transformer les relations entre les sexes sont mis en œuvre là où les inégalités sociales et économiques et les disparités entre les sexes (y compris les violences sexistes) entravent la progression sur la voie de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Risques institutionnels

94. Le PAM augmentera la capacité des partenaires coopérants à prévenir la fraude et la corruption, éviter les incohérences dans l'application du droit humanitaire et des droits de l'homme et renforcer la protection des dénonciateurs d'irrégularités. Il travaillera avec le HCR et le Gouvernement pour améliorer les contrôles aux points de distribution des vivres. Le PAM respecte les normes minimales de sécurité opérationnelle des Nations Unies et collabore avec l'équipe des Nations Unies chargée de la coordination du dispositif de sécurité à la réalisation périodique d'analyses des menaces.
95. Le PAM continuera à faire appel à des prestataires de services financiers agréés pour lesquels il aura vérifié (au moyen de ses propres analyses microfinancières) qu'ils disposent de systèmes et de mécanismes de contrôle appropriés, y compris pour la protection des données personnelles.

6. Ressources au service des résultats**6.1 Budget de portefeuille de pays**

	Année 1 2018	Année 2 2019	Année 3 2020	Année 4 2021	Année 5 2022	Total
Effet direct stratégique 1	249 155 533	237 418 110	203 080 274	199 564 798	149 921 743	1 039 140 457
Effet direct stratégique 2	12 248 158	14 028 240	15 085 471	15 890 469	11 023 864	68 276 202
Effet direct stratégique 3	15 463 712	17 611 093	17 608 480	18 371 419	18 235 150	87 289 854
Effet direct stratégique 4	5 536 921	5 763 998	6 007 004	5 302 929	4 389 178	27 000 029
Effet direct stratégique 5	2 761 809	1 729 192	1 423 916	1 507 460	1 483 488	8 905 864
Effet direct stratégique 6	1 241 107	992 505	1 074 617	1 029 425	1 093 494	5 431 149
Total	286 407 238	277 543 137	244 279 762	241 666 501	186 146 918	1 236 043 556

6.2 Perspectives de financement

96. En moyenne, le PAM a reçu des contributions d'un montant de 67 millions de dollars entre 2013 et 2015 pour ses opérations en Ouganda. Ce montant a doublé en 2016, atteignant 135 millions de dollars, pour financer l'intervention destinée à faire face à l'afflux de réfugiés provenant du Soudan du Sud. Le PAM prévoit que les ressources humanitaires diminueront pendant la période couverte par le PSP à mesure que les réfugiés s'installeront et reconstruiront leur vie. Le PAM s'efforcera d'obtenir des accords de financement pluriannuels afin d'accroître la prévisibilité des revenus et de fournir un environnement stable au PSP.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

97. Le PAM aura besoin de financements souples à long terme pour mettre en œuvre le présent PSP. En conséquence, il recherchera des sources de financement complémentaires afin de réduire le plus possible la charge pesant sur les donateurs habituels. Dans le cadre de ses activités de mobilisation de fonds, le PAM nouera le dialogue avec des décideurs et des donateurs non habituels et il se positionnera comme un partenaire de choix s'agissant d'aider le Gouvernement à réaliser les ODD en renforçant les systèmes et en mettant l'accent sur les politiques et le développement ainsi que sur le transfert des capacités. Le PAM s'efforcera d'établir des partenariats avec des fondations et des banques de développement et sollicitera l'assistance technique d'entreprises du secteur privé; il travaillera aussi en partenariat avec d'autres acteurs du développement pour tirer parti de leur expérience et de leurs ressources. Il communiquera fréquemment avec les donateurs pour les informer des résultats obtenus. Les fonds consacrés à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes représenteront 15 pour cent du budget du PSP.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR L'UGANDA (JANVIER 2018–DÉCEMBRE 2022)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation

Résultat stratégique 1: chacun a accès à la nourriture

Effet direct stratégique 1: Les réfugiés et les autres personnes touchées par une crise ont accès à une alimentation suffisante et nutritive en période de crise

Catégorie d'effet direct correspondante:
Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Domaine d'action privilégié:
intervention face à une crise

Tient compte de la nutrition

Hypothèses:

La situation politique et les conditions de sécurité sont propices en Ouganda et dans les pays voisins

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Score de diversité alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (moyenne)

Taux d'abandon du traitement (%)

Taux de mortalité (%)

Taux de non-réaction au traitement (%)

Taux de récupération (%)

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

Activités et produits

1. Fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle aux réfugiés (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)

Les réfugiés reçoivent des transferts sous forme d'espèces et de vivres pour subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels (résultat stratégique 1) (A: Ressources transférées)

Les réfugiés reçoivent des transferts sous forme d'espèces et de vivres pour subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels (résultat stratégique 1) (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Parmi les réfugiés, les enfants âgés de 6 à 23 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes reçoivent des aliments nutritifs spécialisés pour prévenir la malnutrition chronique. Là où les taux de malnutrition aiguë globale excèdent 15 pour cent, le groupe cible comprendra également les enfants âgés de 24 à 59 mois afin de prévenir la malnutrition aiguë (résultat stratégique 2) (B: Aliments nutritifs fournis)

Parmi les réfugiés, les enfants âgés de 6 à 23 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes reçoivent des aliments nutritifs spécialisés pour prévenir la malnutrition chronique. Là où les taux de malnutrition aiguë globale excèdent 15 pour cent, le groupe cible comprendra également les enfants âgés de 24 à 59 mois afin de prévenir la malnutrition aiguë (résultat stratégique 2) (A: Ressources transférées)

L'amélioration des connaissances en matière de nutrition profite aux enfants âgés de 6 à 59 mois, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes réfugiés, l'objectif étant de prévenir la malnutrition chronique et aiguë (résultat stratégique 2) (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Les enfants âgés de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes réfugiées souffrant de malnutrition aiguë modérée reçoivent des aliments nutritifs spécialisés, l'objectif étant d'améliorer leur état nutritionnel (résultat stratégique 2) (A: Ressources transférées)

Les enfants âgés de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes réfugiées souffrant de malnutrition aiguë modérée reçoivent des aliments nutritifs spécialisés, l'objectif étant d'améliorer leur état nutritionnel (résultat stratégique 2) (B: Aliments nutritifs fournis)

L'amélioration des connaissances en matière de nutrition profite aux enfants âgés de 6 à 59 mois, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes réfugiés, l'objectif étant de prévenir la malnutrition chronique et aiguë (résultat stratégique 2) (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

2. Fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle aux ménages touchés par une crise (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)

Les personnes touchées par une crise et les ménages extrêmement vulnérables ciblés par le PAM reçoivent des transferts monétaires et/ou des vivres pour subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels (résultat stratégique 1) (A: Ressources transférées)

Les personnes touchées par une crise et les ménages extrêmement vulnérables ciblés par le PAM reçoivent des transferts monétaires et/ou des vivres pour subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels (résultat stratégique 1) (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Parmi les réfugiés, les enfants âgés de 6 à 23 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes reçoivent des aliments nutritifs spécialisés pour prévenir la malnutrition chronique. Là où les taux de malnutrition aiguë globale excèdent 15 pour cent, le groupe cible comprendra également les enfants âgés de 24 à 59 mois afin de prévenir la malnutrition aiguë (résultat stratégique 2) (B: Aliments nutritifs fournis)

Parmi les réfugiés, les enfants âgés de 6 à 23 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes reçoivent des aliments nutritifs spécialisés pour prévenir la malnutrition chronique. Là où les taux de malnutrition aiguë globale excèdent 15 pour cent, le groupe cible comprendra également les enfants âgés de 24 à 59 mois afin de prévenir la malnutrition aiguë (résultat stratégique 2) (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Effet direct stratégique 2: Les populations en situation d'insécurité alimentaire vivant dans des zones frappées par des chocs climatiques ont accès tout au long de l'année à une alimentation suffisante et nutritive

Catégorie d'effet direct correspondante:

Tient compte de la nutrition

Renforcement de la capacité des services sociaux et du secteur public à venir en aide aux populations risquant de se retrouver en situation d'insécurité alimentaire aiguë, transitoire ou chronique

Domaine d'action privilégié:
Renforcement de la résilience

Hypothèses:

D'autres partenaires (Gouvernement ougandais, autres organismes des Nations Unies et ONG) fournissent des articles non alimentaires et des services complémentaires

Indicateurs d'effet direct

Taux d'assiduité des garçons et des filles

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Score de diversité alimentaire

Taux de scolarisation des garçons et des filles

Score de consommation alimentaire – nutrition

Part des dépenses consacrées à l'alimentation
Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (moyenne)
Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes
Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base d'actifs
Taux de fidélisation

Activités et produits

3. Fournir des transferts d'espèces et de vivres aux femmes et aux hommes participant aux projets de création d'actifs dans les communautés et une assistance technique au Gouvernement par le biais de la coopération Sud-Sud et d'autres initiatives (Création d'actifs et appui aux moyens d'existence)

Les populations en situation d'insécurité alimentaire, notamment les réfugiés et les membres des communautés hôtes, bénéficient de transferts de type monétaire ainsi que de compétences et d'actifs communautaires améliorés, l'objectif étant de réduire la vulnérabilité face aux chocs climatiques et de protéger l'accès à l'alimentation (résultat stratégique 1) (A: Ressources transférées)

Les populations en situation d'insécurité alimentaire, notamment les réfugiés et les membres des communautés hôtes, bénéficient de transferts de type monétaire ainsi que de compétences et d'actifs communautaires améliorés, l'objectif étant de réduire la vulnérabilité face aux chocs climatiques et de protéger l'accès à l'alimentation (résultat stratégique 1) (D: Actifs créés)

Les populations en situation d'insécurité alimentaire dans le nord du pays, notamment les réfugiés et les membres des communautés hôtes, bénéficient d'un programme durable de travaux publics destiné à pérenniser l'accès à la nourriture (résultat stratégique 1) (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

4. Fournir des repas chauds nutritifs aux enfants allant à l'école et une assistance technique au Gouvernement par le biais de la coopération Sud-Sud et d'autres initiatives (Repas scolaires)

Les écoliers reçoivent un repas nutritif chaque jour où ils se rendent à l'école, ce qui permet de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels et d'augmenter les taux de scolarisation et d'assiduité (résultat stratégique 1 et ODD 4) (A: Ressources transférées)

Les écoliers reçoivent un repas nutritif chaque jour où ils se rendent à l'école, ce qui permet de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels et d'augmenter les taux de scolarisation et d'assiduité (résultat stratégique 1 et ODD 4) (B: Aliments nutritifs fournis)

Les fonctionnaires des ministères de l'éducation et de l'agriculture bénéficient d'une assistance technique dans le cadre de la coopération Sud-Sud et d'autres initiatives en vue de l'établissement d'une politique et d'un programme nationaux durables d'alimentation scolaire qui permettent d'accroître l'accès à la nourriture et d'améliorer la nutrition (résultats stratégiques 1 et 2) (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les écoliers bénéficient d'une politique et d'un programme nationaux de repas scolaires utilisant la production locale aux fins de garantir un accès durable à la nourriture et une meilleure nutrition (résultat stratégique 2) (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Les écoliers bénéficient d'une politique et d'un programme nationaux de repas scolaires utilisant la production locale aux fins de garantir un accès durable à la nourriture et une meilleure nutrition (résultat stratégique 2) (I: Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre)

Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition

Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2030, les taux de malnutrition aiguë et de retard de croissance chez les enfants âgés de 6 à 59 mois vivant dans des zones touchées par l'insécurité alimentaire sont conformes aux cibles nationales

Catégorie d'effet direct correspondante:

Amélioration de la consommation de produits alimentaires de qualité et riches en nutriments chez les personnes ciblées

Domaine d'action privilégié:
Causes profondes

Hypothèses:

D'autres partenaires (Gouvernement ougandais, autres organismes des Nations Unies et ONG) fournissent des articles non alimentaires et des services complémentaires

Indicateurs d'effet direct

Traitement antirétroviral: taux d'abandon (en %)

Traitement antirétroviral: taux de récupération nutritionnelle (en %)

Taux d'abandon du traitement (%)

Taux de mortalité (%)

Taux de non-réaction au traitement (%)

Taux de récupération (%)
Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes
Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable
Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)
Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)
Traitement antituberculeux: taux d'abandon (en %)
Traitement antituberculeux: taux de récupération nutritionnelle (en %)

Activités et produits

5. Fournir des aliments nutritifs spécialisés et des transferts monétaires à dimension nutritionnelle aux populations à risque (Traitement nutritionnel)

Les enfants âgés de 6 à 23 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes reçoivent des aliments nutritifs spécialisés et/ou des transferts monétaires destinés à améliorer l'état nutritionnel des enfants pendant les 1 000 premiers jours (de la conception au deuxième anniversaire) (résultat stratégique 2) (A: Ressources transférées)

Les enfants âgés de 6 à 23 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes reçoivent des aliments nutritifs spécialisés et/ou des transferts monétaires destinés à améliorer l'état nutritionnel des enfants pendant les 1 000 premiers jours (de la conception au deuxième anniversaire) (résultat stratégique 2) (B: Aliments nutritifs fournis)

Dans le cas des enfants âgés de 36 à 59 mois, des transferts monétaires sont effectués pour prévenir la malnutrition et augmenter la fréquentation des centres de développement de la petite enfance (résultat stratégique 2 et ODD 4) (A: Ressources transférées)

Les aidants s'occupant d'enfants âgés de 6 à 23 mois, les enfants âgés de 24 à 59 mois dans les centres de développement de la petite enfance, les femmes enceintes et les mères allaitantes bénéficient de campagnes de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, destinées à prévenir la malnutrition chronique (résultat stratégique 2) (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Les aidants s'occupant d'enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë modérée, les femmes enceintes et les mères allaitantes reçoivent une éducation nutritionnelle destinée à appuyer la récupération nutritionnelle (résultat stratégique 2) (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Les enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë modérée, les femmes enceintes et les mères allaitantes ainsi que les personnes sous traitement antirétroviral ou sous traitement antituberculeux de brève durée sous surveillance directe (DOTS) reçoivent des aliments nutritifs spécialisés destinés à améliorer leur état nutritionnel (résultat stratégique 2) (A: Ressources transférées)

Les enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë modérée, les femmes enceintes et les mères allaitantes ainsi que les personnes sous traitement antirétroviral ou sous traitement antituberculeux de brève durée sous surveillance directe (DOTS) reçoivent des aliments nutritifs spécialisés destinés à améliorer leur état nutritionnel (résultat stratégique 2) (B: Aliments nutritifs fournis)

L'amélioration des compétences des professionnels de la santé en matière de programmes de nutrition profite aux enfants âgés de 6 à 59 mois, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes, l'objectif étant d'améliorer leur état nutritionnel (résultat stratégique 2) (C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les membres des communautés profitent de l'approfondissement des connaissances en matière d'interventions spécifiquement axées sur la nutrition ou à dimension nutritionnelle, qui visent à améliorer l'état nutritionnel (résultat stratégique 2) (C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les membres des communautés profitent de l'approfondissement des connaissances en matière d'interventions spécifiquement axées sur la nutrition ou à dimension nutritionnelle, qui visent à améliorer l'état nutritionnel (résultat stratégique 2) (I: Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre)

Les membres des communautés profitent de l'approfondissement des connaissances en matière d'interventions spécifiquement axées sur la nutrition ou à dimension nutritionnelle, qui visent à améliorer l'état nutritionnel (résultat stratégique 2) (K: Partenariats appuyés)

Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire

Résultat stratégique 3: La sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants s'améliorent

Effet direct stratégique 4: D'ici à 2030, les petits exploitants, en particulier les femmes, vivant dans les zones ciblées disposent de moyens d'existence renforcés et résilients

Catégorie d'effet direct correspondante:

Tient compte de la nutrition

Augmentation de la production et des ventes des petits exploitants

Domaine d'action privilégié:
Causes profondes

Hypothèses:

Des intrants agricoles sont disponibles et les agriculteurs y ont accès aisément

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Score de diversité alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (moyenne)

Pourcentage de petits exploitants (hommes/femmes) vendant leur production par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Pourcentage de produits alimentaires du PAM achetés à des systèmes de regroupement de la production favorables aux petits exploitants, en fonction du sexe du petit exploitant

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de pertes après récolte

Valeur et quantité des produits vendus avantageusement par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Activités et produits

6: Assurer des activités de formation et d'éducation en matière de nutrition et de problématique hommes-femmes, et fournir du matériel après récolte et des installations de stockage aux organisations d'agriculteurs ainsi qu'une assistance technique au Ministère de l'agriculture et à d'autres institutions par le biais de la coopération Sud-Sud et d'autres initiatives (Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants)

Les petits exploitants, y compris les agriculteurs réfugiés ou appartenant aux communautés hôtes, tirent profit de l'amélioration des compétences, du matériel et des installations qui leur permet d'accéder aux marchés et d'accroître leurs revenus (C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

7. Fournir des transferts pour l'achat d'installations de stockage domestique abordables et organiser des activités de formation en matière notamment de nutrition à l'intention des petits exploitants ciblés (Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants)

Les petits exploitants, y compris les agriculteurs réfugiés ou appartenant aux communautés hôtes, tirent profit de l'amélioration des compétences, de l'éducation nutritionnelle et du matériel qui leur permet de stocker les aliments en toute sécurité en vue de la consommation du ménage et d'améliorer leurs moyens d'existence (résultat stratégique 3) (F: Achats effectués auprès de petits exploitants)

Les petits exploitants, y compris les agriculteurs réfugiés ou appartenant aux communautés hôtes, tirent profit de l'amélioration des compétences, de l'éducation nutritionnelle et du matériel qui leur permet de stocker les aliments en toute sécurité en vue de la consommation du ménage et d'améliorer leurs moyens d'existence (résultat stratégique 3) (C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les petits exploitants, y compris les agriculteurs réfugiés ou appartenant aux communautés hôtes, tirent profit de l'amélioration des compétences, de l'éducation nutritionnelle et du matériel qui leur permet de stocker les aliments en toute sécurité en vue de la consommation du ménage et d'améliorer leurs moyens d'existence (résultat stratégique 3) (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Les petits exploitants, y compris les agriculteurs réfugiés ou appartenant aux communautés hôtes, bénéficient d'un mécanisme national de réduction des pertes après récolte, l'objectif étant d'accroître durablement leurs revenus et d'améliorer leurs moyens d'existence (résultat stratégique 3) (I: Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre)

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD

Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD

Effet direct stratégique 5: D'ici à 2030, les institutions ont des capacités accrues pour coordonner et gérer les programmes axés sur la sécurité alimentaire et la nutrition et pour faire face aux chocs

Catégorie d'effet direct correspondante:

Tient compte de la nutrition

Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié:
Causes profondes

Hypothèses:

Le Gouvernement est désireux de participer aux interventions visant à renforcer les capacités

Indicateurs d'effet direct

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits

8. Constituer un registre unique pour permettre au Gouvernement et aux partenaires de développement de coordonner et de cibler les programmes (Renforcement des capacités institutionnelles)

L'amélioration du ciblage et la mise en œuvre des programmes du Gouvernement et des partenaires profitent aux personnes en situation d'insécurité alimentaire dans le Karamoja, l'objectif étant de réduire leur vulnérabilité face aux chocs et d'assurer un accès continu à la nourriture (résultat stratégique 1) (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

L'amélioration du ciblage et la mise en œuvre des programmes du Gouvernement et des partenaires profitent aux personnes en situation d'insécurité alimentaire dans le Karamoja, l'objectif étant de réduire leur vulnérabilité face aux chocs et d'assurer un accès continu à la nourriture (résultat stratégique 1) (I: Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre)

L'amélioration du ciblage et la mise en œuvre des programmes du Gouvernement et des partenaires profitent aux personnes en situation d'insécurité alimentaire dans le Karamoja, l'objectif étant de réduire leur vulnérabilité face aux chocs et d'assurer un accès continu à la nourriture (résultat stratégique 1) (K: Partenariats appuyés)

L'amélioration du ciblage et la mise en œuvre des programmes du Gouvernement et des partenaires profitent aux personnes en situation d'insécurité alimentaire dans le Karamoja, l'objectif étant de réduire leur vulnérabilité face aux chocs et d'assurer un accès continu à la nourriture (résultat stratégique 1) (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

L'accroissement des capacités nationales à évaluer et combattre l'insécurité alimentaire aiguë profite aux populations touchées, l'objectif étant de renforcer l'accès à la nourriture et de réduire la malnutrition (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

9: Fournir une assistance technique afin de permettre au Gouvernement et aux premiers intervenants de se préparer aux situations d'urgence et d'y faire face (Préparation aux situations d'urgence)

L'amélioration des capacités des institutions publiques nationales et infranationales en matière de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence profite aux populations touchées par une crise, l'objectif étant de préserver et de maintenir leur accès à la nourriture (résultat stratégique 1) (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

L'amélioration des capacités des institutions publiques nationales et infranationales en matière de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence profite aux populations touchées par une crise, l'objectif étant de préserver et de maintenir leur accès à la nourriture (résultat stratégique 1) (I: Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre)

L'amélioration des capacités des institutions publiques nationales et infranationales en matière de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence profite aux populations touchées par une crise, l'objectif étant de préserver et de maintenir leur accès à la nourriture (résultat stratégique 1) (K: Partenariats appuyés)

L'amélioration des capacités des institutions publiques nationales et infranationales en matière de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence profite aux populations touchées par une crise, l'objectif étant de préserver et de maintenir leur accès à la nourriture (résultat stratégique 1) (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

Objectif stratégique 5: Travailler en partenariat pour de meilleurs résultats au regard des ODD

Résultat stratégique 8: Le partage des connaissances, du savoir-faire et de la technologie renforcent l'appui apporté par les partenariats mondiaux aux activités menées par les pays en vue de réaliser les ODD

Effet direct stratégique 6: La communauté humanitaire en Ouganda et dans les pays voisins a accès à des services liés à la chaîne d'approvisionnement d'un bon rapport coût-efficacité

Catégorie d'effet direct correspondante:
Amélioration des plateformes de coordination communes
Domaine d'action privilégié:
Intervention face à une crise

Hypothèses:

Le Gouvernement est désireux de participer aux interventions visant à renforcer les capacités

Indicateurs d'effet direct

Taux de satisfaction des usagers

Activités et produits

10. Fournir des services et des compétences liés à la chaîne d'approvisionnement pour permettre aux partenaires de livrer l'assistance humanitaire (Prestation de services et plateformes)

La prestation par le PAM de services à l'appui de la livraison par les organismes humanitaires de vivres, d'articles non alimentaires et de fournitures médicales d'une importance vitale profite aux populations touchées par une crise (résultat stratégique 8) (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

La prestation par le PAM de services à l'appui de la livraison par les organismes humanitaires de vivres, d'articles non alimentaires et de fournitures médicales d'une importance vitale profite aux populations touchées par une crise (résultat stratégique 8) (K: Partenariats appuyés)

Le renforcement de la capacité des acteurs humanitaires à livrer rapidement les secours profite aux populations touchées par une crise (résultat stratégique 8) (C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences****Indicateurs transversaux**

C.1.1 Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2 Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité**Indicateurs transversaux**

C.2.1 Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM**Indicateurs transversaux**

C.3.1 Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2 Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3 Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

C.3.4 Le projet prévoit des initiatives destinées à réduire le risque de violences sexuelles et sexistes (oui/non)

C.4. Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement**Indicateurs transversaux**

C.4.1 Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE <i>(en dollars)</i>							
Résultats stratégiques du PAM/ cibles des ODD	Résultat stratégique 1, cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 1, cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 2, cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 3, cible 3 de l'ODD 2	Résultat stratégique 5, cible 9 de l'ODD 17	Résultat stratégique 8, cible 16 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	Effet direct stratégique 5	Effet direct stratégique 6	
Transferts	926 593 902	54 986 606	72 077 303	21 181 929	5 916 188	4 612 007	1 085 367 936
Mise en œuvre	22 104 772	7 321 934	7 554 187	3 461 668	2 213 737	343 405	42 999 703
Coûts d'appui directs ajustés (%)	22 460 632	1 500 994	1 947 813	590 075	193 312	120 428	26 813 255
Total partiel	971 159 306	63 809 535	81 579 303	25 233 672	8 323 237	5 075 840	1 155 180 894
Coûts d'appui indirects (7 %)	67 981 151	4 466 667	5 710 551	1 766 357	582 627	355 309	80 862 663
Total	1 039 140 457	68 276 202	87 289 854	27 000 029	8 905 864	5 431 149	1 236 043 556

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
ODD	objectif de développement durable
ONG	organisation non gouvernementale
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PSP	plan stratégique de pays
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance